

POSITIONS DE L'UNIVERSITÉ DES FEMMES AUTOUR DE LA GPA

A défaut de communiquer à partir d'une prise de position officielle et publique sur la gestation pour autrui, l'Université des Femmes asbl, devant l'absence de consultation des associations féministes dans le cadre de travaux préparatoires à une éventuelle réglementation de la gestation pour autrui dite « altruiste », a néanmoins adressé ce courrier faisant état de ses questionnements et préoccupations aux différents partis politiques.

Par ailleurs, notre association avait déjà auparavant transmis un avis circonstancié relatifs à une proposition de loi établissant la filiation du/de la co-parent/e, dont le texte suit également. La proposition visée, déposée par MM. Jean-Jacques De Gucht, Philippe Mahoux, Guy Swennen et Mme Christine Defraigne et consorts, introduisait en effet un point que nous contestons fermement : sous couvert de condamner la gestation pour autrui (GPA) à but commercial, elle justifie implicitement le recours à des mères porteuses à condition qu'il ne fasse l'objet ni de transactions financières « disproportionnées », ni d'un abus de position de faiblesse.

Nous avons alors affirmé que la GPA ne peut, à nos yeux être légalisée en aucun cas, et demandé avec insistance que toute allusion aux mères porteuses soit retirée de la proposition de loi.

Chère Madame, Cher Monsieur,

Depuis quelques temps, des associations féministes – dont l'Université des Femmes –, ont vu émerger une volonté politique d'encadrer la procédure de gestation pour autrui (GPA) et un débat public se mettre en place.

Les associations de femmes, accaparées par les reculs actuels de la situation socioéconomique de nombreuses femmes induites par le gouvernement fédéral, affaiblies par des moyens limités voire soumis à de nouveaux contrôles et menacés de restriction, n'ont pas pu suivre

efficacement l'agenda politique sur cette problématique qui concerne pourtant gravement des femmes.

Faute de pouvoir, dès lors, vous transmettre un argumentaire collectif complet en cours d'élaboration, nous voudrions néanmoins attirer l'attention des partis politiques sur les éléments suivants :

- Nous nous interrogeons sur l'émergence soudaine d'une question qui concerne des situations statistiquement marginales et dont la situation actuelle ne semble pas devoir appeler le processus législatif en cours de discussion. Pourquoi cette volonté d'encadrer légalement ? Pour qui ? Pourquoi maintenant ?

- Nous sommes inquiètes de la difficulté que nous vivons à faire entendre – et écouter – l'analyse féministe du processus de GPA alors qu'il concerne par définition des femmes, et alors que cette analyse devrait être systématiquement intégrée aux processus de décision politique.

- Nous sommes tout aussi inquiètes de l'absence de sollicitation des organes officiels d'avis relatifs à l'égalité femmes/hommes.

- Nous sommes inquiètes de l'amalgame, dans les débats, entre les enjeux personnels de couples – hétérosexuels ou homosexuels – en désir d'enfants et les enjeux sociétaux d'exploitation du groupe social minorisé que constituent les femmes dans un contexte de régression économique et de mise en péril de leurs droits sexuels et reproductifs.

Sachant que les débats internes sont déjà en cours dans les partis, nous voudrions exprimer quelques-unes de nos réflexions et sommes à votre disposition pour en débattre :

- La GPA ne constitue aucunement une piste d'émancipation pour les femmes, et n'émane aucunement des femmes et des féministes mais bien des parents d'intention. Ce sont pourtant des femmes qui se trouvent entraînées dans des grossesses qui ne sont nullement des processus anodins. Nombre de femmes sortent de grossesses avec des problèmes de santé qu'elles conserveront leur vie entière : problèmes de thyroïde, phlébites, toxémie, incontinence en sont les exemples les

plus fréquents. N'est-il pas problématique d'encadrer une pratique qui en ce cas, génère ces risques pris par une femme au bénéfice d'autrui ?

- Porter un enfant et le mettre au monde questionne fortement l'aspiration à l'égalité entre les hommes et les femmes, car seules les femmes sont actuellement en capacité de le faire. Mais l'égalité n'est pas la similitude des corps dans leur dimension reproductive. En aucun cas, il n'est tolérable que des raccourcis soient posés tels que la comparaison entre un don de sperme et un don d'ovocyte, ou entre la procréation médicalement assistée (PMA) et la grossesse pour autrui (GPA). Nous nous questionnons par ailleurs sur les enjeux majeurs que pose la technicisation toujours plus importante des moyens imposés uniquement sur le corps des femmes. Nous n'avons pas connaissance de recherches imposées aux hommes dans le développement de modes de procréation par et pour eux-mêmes.

- Le consentement des femmes invoqué tant pour la GPA dite altruiste que pour une GPA commercialisée doit être considéré comme non pertinent, car issu d'une socialisation différenciée selon le sexe (voir les nombreux travaux, colloques, ... sur l'éducation des filles et des garçons) qui amène les femmes à privilégier les besoins des autres (enfants, malades, personnes âgées, conjoints...) avant les leurs. Cette socialisation se marque entre autres par la différence d'implication des femmes et des hommes dans les tâches domestiques et de soin des enfants, une position altruiste sacrificielle et de solidarité sans réciprocité étant exigée d'elles. La situation de pauvreté de certaines femmes, dans les cas de GPA commerciales, fausse encore plus cette notion de « consentement ». Dans ce contexte foncièrement inégalitaire, distinguer GPA « altruiste » et « commerciale » n'est donc pas pertinent d'un point de vue féministe.

- Les associations de femmes restent interpellées par les situations récurrentes de violence au sein des couples et des familles. Nous sommes inquiètes des incidences que pourrait avoir le processus de GPA dans des relations déjà trop souvent marquées par des pressions psychologiques et physiques dont les plus faibles économiquement (les femmes globalement et les enfants) sont victimes. Des cas de violence intrafamiliale ont été constatés dans certains processus de GPA dite altruiste, violence émanant des parents d'intention envers la mère afin de s'assurer de la captation de l'enfant.

- Comptant dans nos membres des femmes lesbiennes et en contact régulier avec leurs associations, nous sommes conscientes des difficultés et des lenteurs que les processus d'adoption comportent particulièrement pour les couples homosexuels, mais nous pensons qu'il est préférable de travailler à l'amélioration de ces processus voire à ouvrir d'autres possibilités de filiation (coparentalité, parentalité multiple...) plutôt que de recourir à la GPA.

- Le glissement actuel du « désir d'enfant » au « droit à l'enfant » doit être interrogé. Cette conception semble imprégner les couples sans questionner les autres modèles possibles de famille ou de rapport aux enfants, modèles à réfléchir politiquement et pour lesquels nous plaçons.

- Travaillant avec une grille de lecture de rapports sociaux de sexe, incluant également les rapports de classe et de « race », notamment sur le thème de l'exploitation sexuelle des femmes, nous sommes inquiètes des conséquences potentielles qu'une législation encadrant la GPA aurait sur l'ouverture symbolique d'un mécanisme d'offres et de demandes, c'est-à-dire d'un marché commercial portant sur des êtres humains. Des responsables politiques ne peuvent ignorer le contexte prégnant de ces dynamiques de « marchés » dans lequel nos sociétés modernes évoluent. Le risque est énorme de voir, comme en Grèce, au Portugal, en Espagne, les femmes recourir à des moyens

d'assurer leur subsistance qui mettent en danger leur intégrité physique et psychique, leur situation humaine, et leur potentiel d'émancipation. Les cas de pays où la GPA dite « altruiste » a été autorisée, en Grande-Bretagne, par exemple, semblent montrer que celle-ci finit toujours par être inscrite au cœur d'un marché, soit par un système de compensation sous forme de cadeaux, soit en créant un appel d'air vers les mères porteuses étrangères, les femmes occidentales étant en nombre inexistant ou insuffisant pour fournir la réponse à la demande suscitée. Le risque de récupération de cette manne financière par des filières mafieuses de traite des êtres humains est réel.

Nous vous demandons donc de poursuivre vos débats en intégrant les analyses et positions féministes voire en consultant leurs recherches et leurs réflexions pour garantir un projet de société émancipateur pour les femmes.

Restant à votre disposition pour poursuivre cet échange, nous vous remercions de votre attention et vous transmettons nos meilleures salutations féministes.

L'Université des Femmes asbl,
Bruxelles, le 21/05/2015

AVIS SUR LES PROPOSITIONS DE LOI DISCUTÉE AU SÉNAT CONCERNANT LA FILIATION DES CO-PARENT/E/S

Nous nous trouvons devant deux propositions de loi établissant la filiation du/de la co-parent/e.

La proposition 1 est déposée par MM. Jean-Jacques De Gucht, Philippe Mahoux, Guy Swennen et Mme Christine Defraigne et consorts, la proposition 2 par Mme Els Van Hoof et consorts.

Les deux propositions ont pour point commun de vouloir répondre à une demande des couples lesbiens qui conçoivent un enfant par PMA : contrairement à ce qui se passe pour le père dans un couple hétérosexuel, celle qui n'est pas la mère biologique n'est pas automatiquement reconnue comme co-parente et doit passer par de longues et coûteuses procédures d'adoption.

Le législateur s'est engagé à gommer cette inégalité entre couples hétérosexuels et couples lesbiens... Dans ce sens, la proposition de loi, qui « entend régler la protection juridique de l'enfant et du co-parent non plus via l'adoption mais en adaptant les règles de filiation existantes » constitue une réelle avancée.

Cependant, un point de la proposition 1 nous pose problème. En effet, dans sa volonté d'établir une stricte égalité entre couples d'hommes et de femmes, elle introduit subrepticement une possibilité qui est fortement contestée dans les mouvements féministes, à savoir la « gestation pour autrui » ou GPA, autrement dit les mères porteuses. Les auteur/e/s écrivent dans leurs développements : « La proposition de loi est neutre sur le plan du genre et s'adresse à tous les couples de même sexe qui, en recourant ou non à la procréation médicalement assistée, veulent s'engager dans un projet de parentalité dans le cadre de la vie de famille qu'ils prévoient ensemble ». Il s'agit donc d'étendre la présomption de co-parentalité non seulement à la co-mère d'un couple lesbien mais aussi au co-père d'un couple gay.

L'article 33 de la proposition de loi évoque d'ailleurs clairement le cas des mères porteuses, par le biais de la condamnation de toute pratique de commercialisation du corps des femmes, en prévoyant

dans ce cas des peines aussi bien pour les intervenants médicaux, les parents commanditaires, les intermédiaires intervenant dans un but de lucre que pour la mère porteuse elle-même. A noter que dans cet article, les commanditaires et la mère porteuse seraient pénalisés de la même façon, alors même que les auteur/e/s reconnaissent qu'elle pourrait accepter un « marché » pas seulement par « goût de lucre » mais parce qu'elle serait en position de faiblesse : « Les règles relatives à la coparentalité ne peuvent être d'application si la femme qui accouche reçoit une contrepartie disproportionnée ou est exploitée d'une manière ou d'une autre ». Il ne nous paraît pas normal de prévoir les mêmes peines pour ceux qui abuseraient d'un rapport de force et celle qui y serait soumise.

Mais le problème de fond est ailleurs. Même en supposant que la gestation pour autrui ne fasse l'objet, dans certains cas, d'aucune sorte de rétribution autre que la couverture des frais encourus, et qu'elle soit « offerte » par pure amitié ou solidarité, nous considérons qu'on ne peut pas mettre sur le même plan un don de sperme et une grossesse de 9 mois, ni en termes d'implication personnelle, ni pour ce qui est des risques sur la santé, la vie professionnelle, ou d'éventuelles complications à long terme.

Nous comprenons bien le souci du législateur de préserver l'égalité entre gays et lesbiennes et de rendre la loi neutre du point de vue du genre. Mais il se fait que les situations ne sont pas du tout les mêmes. Nous reconnaissons que dans ce cas, de par leur impossibilité de porter des enfants sans passer par le corps d'une femme, les gays sont désavantagés par rapport aux lesbiennes ; mais on ne peut sacrifier ces « autres femmes » au profit des hommes. Il y a tant de domaines où l'égalité entre hommes et femmes n'est pas réalisée, et pour des raisons bien moins justifiées ; peut-être les hommes peuvent-ils supporter cette inégalité-là, car son effacement implique l'instrumentalisation, fût-elle non commerciale, du corps des femmes.

La proposition 2 exclut de son côté ce recours aux mères porteuses en indiquant que « La présente proposition de loi ne crée pas de statut pour les couples homosexuels. Nous reconnaissons qu'un enfant élevé par un couple homosexuel peut s'épanouir aussi bien que tout autre enfant et qu'il doit également pouvoir bénéficier d'une protection juridique identique. Toutefois, la situation de l'enfant d'un couple homosexuel n'est pas comparable à celle de l'enfant d'un couple lesbien. En effet, il est impossible qu'un enfant naisse d'un couple homosexuel. Dans ce cas, il faut en effet toujours une mère qui abandonne l'enfant. Le transfert de cet enfant requiert un encadrement particulier et minutieux du recours aux mères porteuses.

Il importe de tenir compte de tous les droits et intérêts en jeu pour que l'enfant ne devienne pas l'objet de quelque transaction commerciale. C'est pourquoi des études doctorales sont actuellement menées à ce sujet. Nous estimons qu'il est important d'attendre les résultats de ces études pour ouvrir un nouveau débat approfondi à ce sujet ».

Même si cette précaution est recommandée au nom de l'intérêt de l'enfant sans se préoccuper de celui de l'éventuelle mère porteuse, il nous paraît qu'en effet, la GPA ne peut être introduite sans aucun débat de fond.

Nous demandons donc que toute allusion à la GPA soit retirée de la proposition de loi et que la co-parentalité en matière de PMA soit réservée aux lesbiennes.

- Proposition 1 : <http://senat.be/www/webdriver?MItabObj=pdf&MIcolObj=pdf&MInamObj=pdfid&MItypeObj=application/pdf&MIvalObj=83890852>
- Proposition 2 : <http://senat.be/www/webdriver?MItabObj=pdf&MIcolObj=pdf&MInamObj=pdfid&MItypeObj=application/pdf&MIvalObj=83891047>